

ouvertement et sans crainte. La guerre doit être décisive pour l'Italie : aux promesses du dernier conflit il faut substituer une réalité qui lui permette d'acquiescer enfin des colonies.

Pour nous, même en cas de conflit isolé entre l'Italie et l'Abyssinie, aucun appui ni à l'un ni à l'autre. Notre lutte reste celle qui consiste à donner aux ouvriers italiens une conscience de leurs tâches qui se dirigent vers l'écrasement du capitalisme par la dictature du prolétariat. Aujourd'hui que le despotisme de la bourgeoisie étouffe toute velléité de lutte en Italie, que la conscience de classe des ouvriers disparaît sous la botte du fascisme, les « problèmes africains » servent de puissante diversion à la situation misérable du prolétariat qui est appelé par le « Grand Conseil Fasciste » à déverser « virilement » ses souffrances, sa misère, dans le gouffre de la guerre.

Face à cette diversion capitaliste qui se dirige vers l'exploitation du nationalisme italien et le renforcement de ses positions en Afrique, les communistes ne peuvent opposer que la lutte de classes dont ils sont l'expression prolétarienne, leur fidélité au but révolutionnaire du prolétariat dont ils préparent le réveil conscient alors que les situations feront sauter le bandeau du chauvinisme qui l'aveugle.

Contre la guerre impérialiste. Pour la guerre civile la plus implacable; contre les exploités et pour la révolution mondiale. Tel sera notre drapeau, face aux étapes qui conduisent à la boucherie internationale!

Doumergue, compétence médiocre et maladroite

Doumergue, compétence médiocre et maladroite, répondait fort mal aux exigences de la bourgeoisie française, ralliée à une réorganisation de son mécanisme économique et étatique. Flandin, animé d'une plus grande souplesse jésuitique au service de qualités techniques indéniables, paraissait être un instrument plus adéquat aux projets du Capital Financier. S'il manifestait une plus intelligente adaptation à « l'esprit » et à « l'ambiance » démocratique, s'il se souciait peu de l'esprit formel des réformes projetées, il négligeait d'autant moins leur signification concrète et son gouvernement par là, devait marquer une progression de la convergence de toutes les forces sociales vers le concept de la « Nation ».

Qu'on relise son discours-programme, prestigieux amalgame de sophismes, d'eu-phémismes, où perce parfois le ton cynique ou la note démagogique, tout aussi bien que la plus redoutable menace à l'adresse du prolétariat. Qu'une telle forme de pensée puisse séduire un Léon Blum quelconque, on le conçoit sans peine puisque cela exprime une identité de fonction. Ce qui en ressort clairement c'est que la bourgeoisie française ne peut davantage échapper à l'élaboration de solutions au problème central qui s'impose à la classe capitaliste mondiale dans la phase transitoire menant à la guerre, nécessité d'un « malthusianisme » économique qui permette au Capital de « survivre » sur la misère prolétarienne.

Ce que Flandin entend par « défendre le patrimoine collectif ou privé de la Nation », c'est évidemment la conservation de la masse totale du Capital existant dont une grande partie ne peut plus fonctionner comme tel; c'est aussi le maintien d'une masse minimum de plus-value compatible avec l'appropriation capitaliste. Mais lorsqu'il ajoute que « le problème n'est plus, comme il a été longtemps, d'une répartition ou d'une redistribution des richesses », il faut comprendre avec lui qu'il s'agit d'amputer jusqu'aux limites extrêmes, d'une part les « revenus » de la classe produisant la plus-value et, d'autre part, les revenus des classes moyennes qui émargent à cette plus-value de même que les revenus de la paysannerie « indépendante ».

« Ce qui doit se poursuivre », poursuit Flandin, « c'est la lutte contre le gaspillage de temps et d'énergie ». Donc plus de temps « gaspillé » à produire du blé, du vin, des objets INVENDABLES! Plus de services « coûteux », de commerçants « parasites »! Plus de fonctionnaires « inutiles », plus d'impôts « spoliateurs »! Ne sont-ce pas là les caractéristiques essentielles de ce qui s'appelle la déflation?

Il y a que, Flandin, utilisant toutes les ressources d'une rhétorique subtile, nous annonce la fin du « scandale du blé », le retour à la « liberté du commerce », « l'assainissement du marché ». Mais, au fait, que signifie LE PAIN CHER? Certes, pas un prix « rémunérateur » pour le petit paysan! En réalité, celui-ci n'a jamais bénéficié, même dans une faible mesure, de la marge existant entre le prix du blé sur le marché libre et le prix imposé du pain, écart qui s'est accru jusqu'à atteindre aujourd'hui près du double de la différence existant en 1929-1930; conséquence : le prix de la farine est aussi double de celui du blé payé au paysan... Et les râfleurs du profit considérable réalisé sur le dos du paysan et du consommateur ce sont les minotiers et les organismes monopolistes contrôlés par le capital bancaire. En effet, le paysan, bénéficiaire NOMINAL du prix minimum jusqu'ici fixé à 108 fr. ne peut que, de par les contraintes économiques qui l'oppriment, réaliser son blé au prix « libre » inférieur de 30 à 40 p.c. Certains, à ce jour, n'ont même pas vendu leur récolte de 1933.

Mais en réalité jusqu'ici, les monopoles également n'ont pu toujours profiter du prix minimum sur lequel s'exerçait l'influence des récoltes excédentaires et la fermeture des marchés étrangers.

Flandin a comblé cette lacune.

Si, en ramenant le prix minimum de 108 à 97 fr., il a favorisé une faible baisse du pain et atténué ainsi les griefs du capitalisme industriel, par contre, en substituant à la garantie effective d'achats massifs par l'Etat, il a créé un marché certain pour les Monopoles et les gros agriculteurs, mais non pour les petits paysans qui, bien que représentant les 9/10 de la population agricole fournissent les 3/4 de la production, seront cette fois encore frustrés, parce que se trouvant dans l'impossibilité de faire correspondre leurs ventes avec les délais exigés par l'Etat. Quant aux charges résultant de cette politique de « soutien agricole » nous savons qui les paiera.

Succinctement, le Capital Financier parvient donc à drainer une masse plus grande du surtravail de la paysannerie et par là à compenser, dans une certaine mesure la déficience de la production de la plus-value de Force de Travail, il achète à rabais le travail du paysan. VOILA UN PREMIER RESULTAT.

On parle beaucoup aussi d'équilibre budgétaire, de « sauvegarde du Crédit Public », protecteur du Franc. A vrai dire tous ces bavardages ne leurrent que ce « Français moyen », dont le propre est précisément de ne même pas posséder une intelligence correspondante.

La politique systématique d'assistance financière aux organismes capitalistes, qui a pris en France une forme classique, liée à la croissance hypertrophique du militarisme, a fait depuis longtemps renoncer la bourgeoisie à toute orthodoxie financière ou monétaire. Le problème s'est élargi. Aujourd'hui, le Capital Financier qui dispose d'une masse énorme de capitaux dont il n'est que le dépositaire et sur lesquels il n'accorde quasi aucun intérêt, ne consent plus de crédit (ou à des conditions prohibitives), aux activités industrielles et commerciales. De même, ont à peu près cessé les émissions d'actions ou d'obligations en faveur d'entreprises nouvelles. Il faut cependant trouver un emploi aux énormes disponibilités. Les emprunts d'Etat à long terme constituaient jusqu'ici un débouché rémunérateur mais ils alourdissaient le marché de l'argent. Les préférences du Capital Financier ne pouvaient donc que se porter vers les placements à court terme, en Bons du Trésor, à condition que ceux-ci